

### 3. L'INDEPENDANCE DE LA BULGARIE

Sous la direction du Prince Ferdinand, le jeune Etat bulgare a connu un rapide développement et a assuré sa puissance militaire dans les Balkans en bâtissant une armée qui "se croit capable de jouer un rôle décisif dans la question d'Orient et elle est impatiente d'en faire la preuve."<sup>1</sup>

#### 3.1. La première tentative d'indépendance

Depuis longtemps, le Prince Ferdinand désire modifier le statut international de son pays et faire reconnaître son entière souveraineté : "l'Etat de vassalité ne correspond plus à notre progrès politique et social. Plusieurs Puissances reconnaissent que nous ne pouvons rester longtemps dans le régime actuel."<sup>2</sup>

De juin à août 1907, les capitales européennes attendent la déclaration d'indépendance - qu'on estime être pour le 15 août, lors des fêtes de Tirnovo – et bien que se montrant relativement favorables pour les jours futurs, conseillent l'ajournement.

La Russie promet son indulgence envers cet enfant slave qu'elle désire protéger :

*"Nous ne l'avons pas délivrée en 1877, pour qu'elle reste perpétuellement vassale de la Turquie."<sup>3</sup>*

Cependant, afin d'éviter des troubles dans la paix des Balkans, il convient d'attendre.

A cette occasion, on voit se dessiner la politique extérieure du Prince Ferdinand qui se soumet à la décision de François-Joseph : se détournant de la slavophilie, la Bulgarie choisit l'Autriche comme alliée. Monsieur Paléologue estime que c'est l'Empereur autrichien qui lors de sa rencontre avec le Prince de Bulgarie à Ischl, le 4 août 1907, a suggéré de différer la déclaration d'indépendance.

Le Gouvernement bulgare reste cependant soucieux de marquer son autonomie de décision comme le prouve cette déclaration de Monsieur Stanciov :

*"Si l'Autriche le poussait à se proclamer roi, c'était afin d'obtenir en échange, toute liberté d'action du côté de la Macédoine. Quand Monseigneur a deviné le marché qu'on prétendait lui faire souscrire, il n'a pas hésité un instant et il m'a télégraphié l'ordre de faire publier le communiqué le 5 août."<sup>4</sup>*

#### 3.2. L'indépendance bulgare

L'éventualité de la proclamation d'indépendance réapparaît dans l'actualité balkanique en septembre 1908, liée à la question de l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine.

<sup>1</sup> La répartition des armées dans les Balkans se décompose de la façon suivante :

	Pied de paix	Pied de guerre
BULGARIE	50 000 hommes	300 000 hommes
ROUMANIE	60 000 "	230 000 "
SERBIE	19 000 "	150 000 "
MONTENEGRO	1 900 "	25 000 "
GRECE	20 000 "	83 000 "
TURQUIE (Europe)	134 000 "	480 000 "
TURQUIE (Asie)	126 000 "	620 000 "

cc

<sup>2</sup> Monsieur Stanciov s'adresse à Monsieur Paléologue. 1<sup>er</sup> juin 1908. D.D.F., 2<sup>ème</sup> série, t.XI, N°9, p.17

<sup>3</sup> D.D.F., 2<sup>ème</sup> série, t.XI, N°76, p.129

<sup>4</sup> D.D.F., 2<sup>ème</sup> série, t.XI, N°126, p.215

Un télégramme secret de Monsieur Paléologue à Monsieur Pichon, révèle que le 29 septembre un conseil de Cabinet a décidé de convoquer 40 000 réservistes de plus, de réunir le Sobranié et de faire proclamer l'indépendance de la Bulgarie. Le prince Ferdinand, de retour de Vienne, se trouve en Hongrie où il pourra feindre d'avoir cédé à un mouvement national.<sup>5</sup>

En fait, le Prince Ferdinand n'agit qu'avec le consentement de François-Joseph qu'il a rencontré le 24 septembre à Vienne.<sup>6</sup> La Bulgarie qui va être obligée de rompre ses rapports avec la Turquie a besoin de l'appui de l'Autriche, alors que la Russie n'est pas favorable à la proclamation d'indépendance parce-que celle-ci risque d'ouvrir en Orient une crise grave pour les intérêts généraux et permanents de la Russie.<sup>7</sup>

En cas de conflit turco-bulgare, la Bulgarie ne pourra compter sur aucun concours de la Russie et devra en supporter seule les conséquences.

Le Gouvernement bulgare ne cesse d'affirmer qu'il désire la paix, mais cependant prépare activement la guerre. Après la proclamation de l'indépendance, le 5 octobre 1908, le prince Ferdinand s'adresse aux grandes puissances afin de réunir sous les auspices de la France, un Congrès destiné à régler le différent turco-bulgare.<sup>8</sup>

Devant le refus de Paris, Londres et Petersbourg, l'armée bulgare se prépare à la guerre.<sup>9</sup>

*"L'armée bulgare veut la guerre, elle est prête, pleine d'ardeur, elle se voit à trois jours de marche de Constantinople, et elle n'a en face d'elle qu'un corps d'armée mal organisé. Le prince Ferdinand, qui n'est pas militaire, préférerait continuer à faire de la politique qu'il fait bien, mais cependant, il se dit qu'une victoire au début de son règne le sacrerait tsar des Bulgares et lui attacherait son peuple."*<sup>10</sup>

Or, en Europe, aucun Etat ne souhaite la guerre, et ni l'Autriche-Hongrie ni la Russie ne sont prêtes à apporter leur soutien à l'attitude belliqueuse de la Bulgarie envers la Turquie, alors que d'autre part, elles cherchent à calmer les menaces de la Serbie.

La Russie intervient activement dans le différent turco-bulgare afin de sauvegarder la paix à tout prix, et ceci en incitant la France et la Grande-Bretagne à faire pression sur Sofia et Constantinople afin de calmer les esprits.<sup>11</sup>

Une démarche dans ce sens est souhaitable, mais il convient d'assurer que les Puissances "estiment que toute question de rectification de frontière en faveur de l'une ou l'autre partie, devrait être entièrement écartée."<sup>12</sup>

*"Il serait indispensable (...) que la Turquie comme la Bulgarie, s'abstiennent de mesures qui pourraient être interprétées dans le sens d'une provocation."*<sup>13</sup>

En définitive, c'est de Russie que viendra la solution de l'affrontement bulgaro-turc.

Afin de régler le différent, la Bulgarie doit verser une indemnité à la Turquie. Celle-ci réclame 120 millions de francs, alors que la Bulgarie n'offre que 82 millions, que la Porte n'accepterait qu'en

<sup>5</sup> D.D.F., 2<sup>ème</sup> série, t.XI, N°471, p.811

<sup>6</sup> *Le Temps*, 25 septembre 1908

<sup>7</sup> D.D.F., 2<sup>ème</sup> série, t.XI, N°471, p.811

<sup>8</sup> D.D.F., 2<sup>ème</sup> série, t.XI, N°479, p.821

<sup>9</sup> Le Gouvernement français estime que le traité de Berlin ne peut être modifié sans un accord entre les Puissances signataires. Les Cabinets de Petersbourg et de Londres partagent entièrement cette manière de voir. D.D.F., 2<sup>ème</sup> série, t.XI, N°483, p.824

<sup>10</sup> CAMBON, Paul, *Correspondance 1870-1924*, Paris, Grasset, 1940

<sup>11</sup> D.D.F., 2<sup>ème</sup> série, t.XI, N°622, p.1047

<sup>12</sup> D.D.F., 2<sup>ème</sup> série, t.XI, N°628, p.1052

<sup>13</sup> Ibid.

échange d'une rectification de frontière à son profit. Ceci ne convient pas à Sofia qui mobilise sur la frontière.

La Russie qui n'apportait pas son aide à Ferdinand en cas de guerre, trouve alors l'occasion de devenir le champion de la paix et de rétablir son prestige dans les Balkans en se substituant pour régler l'indemnité, à la Bulgarie qui lui sera redevable que de 82 millions.<sup>14</sup>

Le Roi Ferdinand a atteint le but qu'il poursuivait depuis longtemps, en modifiant le statut juridique de son pays. Délivré de ses obligations envers la Turquie, et ceci en évitant la guerre, la Bulgarie a acquis une place entière sur la scène internationale en sachant profiter au moment opportun des sympathies et de l'aide des Puissances influentes dans la région : l'Autriche-Hongrie et la Russie.

---

<sup>14</sup> "*Chronique de la Quinzaine*", 15 février 1909, R.D.M., t.49, 1909. En fait la Russie a conclu un arrangement avec la Turquie en lui abandonnant une partie des annuités qui lui étaient dues depuis le traité de Constantinople.